

[Texte]

For instance, if we were going to subsidize in one way or another or to encourage, if you will, the development of an oil sands plant in Alberta, it was hard to know if we were doing the right thing because after you had done so someone may have stepped out on the east coast of Canada and found reserves that are half the cost of a tar sands plant. So it was very difficult to make those decisions.

Whether the kind of intervention that government wanted to make was right or not is beside the point; they were going to do it, and a need-to-know attitude developed to the effect that it would be nice to make policy in an environment in which you had some clues as to what you had around Canada. So the major thrust of the corporation was to go out and spur the development or the exploration of Canadian frontiers.

The reason we were not active in the Beaufort Sea is that another company was very active there, spurred on by very attractive tax regimes, and that company was called Dome Petroleum; after that, Gulf was active there.

An hon. member: God rest their souls.

Mr. Hopper: So the notion of fixing gasoline prices or even of being in refining and marketing was never a part of the policy instrument and I think it would be a terrible mistake if you made it so.

Just a few weeks ago we saw the picture of the United States government leaning on the oil companies to keep gasoline prices low. Many of them said, yes, they would keep them low, and within a very short period of time the United States was exporting to Western Europe about 100,000 barrels of gasoline a day because east coast refiners, wanting to keep the gas price low in the United States—lower than the market would have dictated—said they could not make any money selling gasoline in the United States so they would export it to Western Europe where they can make some money.

That particular policy, although it was not put in a regulatory framework—it was jaw-boning—basically lost the United States a lot of refined gasoline because refiners were saying they would sell the gasoline to get the highest price they could; that is the business they are in.

So I do not think anyone in the Liberal administration in those days ever conceived of... I cannot say "ever"; I guess some did. But there was never a real discussion about what we would be, in terms of gasoline or product pricing. There was a window on the industry and so forth, but the primary thrust was to go out and explore.

• 1640

Mr. Langdon: If we take the \$500 million that you broadly expect the 15% share offering might generate, then we are probably talking about a total return from the 100% sale of between \$3 billion and \$3.5 billion. If we add to that

[Traduction]

Par exemple, si nous voulions subventionner ou favoriser d'une façon ou d'une autre la construction d'une usine de traitement des sables bitumineux en Alberta, nous ne savions pas si c'était la bonne chose à faire parce que quelqu'un aurait pu par la suite découvrir des gisements sur la côte est du Canada qui auraient coûté deux fois moins cher à exploiter qu'une usine de traitement des sables bitumineux. Il était donc très difficile de prendre de telles décisions.

Peu importe que le gouvernement de l'époque ait eu raison ou non de vouloir intervenir de cette façon. Comme il avait décidé de le faire, il préférerait agir en toute connaissance de cause en se basant sur l'hypothèse que ce serait utile d'avoir une idée quelconque de ce que possédait le Canada avant d'élaborer sa politique. Donc, le principal objectif de la société consistait à favoriser l'exploitation ou la prospection dans les régions isolées du Canada.

Nous ne faisons rien dans la mer de Beaufort parce qu'une autre entreprise faisait déjà beaucoup dans cette région à cause de l'incitation fournie par les régimes fiscaux très attrayants. Je veux parler de Dome Petroleum; par la suite, Gulf s'est mise de la partie.

Une voix: Dieu ait leur âme.

M. Hopper: Ainsi, la possibilité de fixer les prix de l'essence ou même de s'occuper de raffinage et de commercialisation n'avait jamais été envisagée au départ et je pense que vous commettriez une grave erreur en supposant le contraire.

Il y a quelques semaines à peine, le gouvernement des États-Unis a exercé des pressions auprès des sociétés pétrolières pour qu'elles n'augmentent pas les prix de l'essence. Bon nombre de sociétés ont dit que les prix resteraient bas et, dans l'espace de très peu de temps, les États-Unis exportaient environ 100,000 barils d'essence par jour en Europe de l'Ouest parce que les raffineurs de la côte Est, dans leurs efforts de maintenir de bas prix pour l'essence aux États-Unis, soit des prix inférieurs à ce qu'ils auraient été si l'on s'en était tenu aux forces du marché, disaient, comme ils ne pouvaient pas faire d'argent en vendant de l'essence aux États-Unis, qu'ils l'exporteraient en Europe de l'Ouest.

À cause de cette politique, même si elle s'est résumée à de simples pressions gouvernementales et non à des règlements, les États-Unis ont perdu de grandes quantités d'essence raffinée parce que les raffineurs préféreraient obtenir le prix le plus élevé pour leur essence; c'est pour cela qu'ils sont en affaires.

Je ne pense donc pas que quiconque faisant partie du gouvernement libéral de l'époque ait jamais conçu... Je ne peux pas dire «jamais», parce que j'imagine que certains l'ont pensé. Cependant, le gouvernement de l'époque n'avait jamais vraiment discuté du rôle de la société pour fixer le prix de l'essence ou des produits pétroliers. La société devait être une fenêtre sur l'industrie, mais son principal objectif consistait à favoriser la prospection.

M. Langdon: Si vous avez raison de croire que l'émission d'actions de 15 p. 100 pourrait produire quelque 500 millions de dollars, la vente totale représentera probablement quelque chose entre 3 milliards et 3,5 milliards de dollars. Si nous